

DEPARTEMENT DES ALPES MARITIMES
COMMUNE D'OPIO 06650

Mairie d'OPIO
Place de la Liberté
06650 OPIO

Téléphone: 04 93 77 23 18
Télécopie: 04 93 77 72 60

DESTINATAIRE :
SAS DU PRIEURE
Monsieur Gaëtan DURAND
34 rue de la République
06560 VALBONNE

à rappeler dans toute correspondance

DOSSIER N° : 006 089 019 T 0016 M1

Dépôt du : 29/11/2019 Complété le :

Demandeur : SAS DU PRIEURE

Monsieur DURAND Gaëtan

Courriel : didier.frega@orange.fr

Adresse des travaux : Chemin de San Peyre "Le
Domaine du Prieuré" 06650 OPIO

Ref. cadastrale : A 1387p, 1371, 1369, 243p

Nature des travaux : Prise en compte de l'étude de sol

Surface de plancher : 337,71 m²

PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE

LE MAIRE

Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants,
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 18/09/2012,
Vu la modification n°1 du Plan Local d'Urbanisme approuvée le 31/03/2015,
Vu le Plan de Prévention des Risques d'Incendie de forêt approuvé par arrêté préfectoral du 12 avril 2007,
Vu le Code Général des Impôts et ses textes d'application,
Vu la loi du 02 mai 1930 modifiée relative à la protection des Monuments et des Sites,
Vu le permis d'Aménager N° PA 006 089 16 T 0003 délivré le 17/02/2017 et son modificatif N° PA 006 089 16 T 0003 M1 délivré le 25/09/2018,
Vu le permis de construire PC 006 089 19 T 0016 délivré le 06/09/2019,
Vu la lettre de la sous-préfète de Grasse datée du 27/09/2019,
Vu la pièce PCMI 14 liée à la prise en compte de l'aléa « retrait-gonflement des argiles » reçue le 02/12/2019,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le permis de construire modificatif est ACCORDE pour les travaux prévus à l'ensemble du dossier annexé à la demande susvisée.

La totalité des prescriptions du permis de construire initial sont maintenues.

OPIO, le 02/12/2019

Le Maire :



Thierry OCCELLI



La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.421-2-4 du Code de l'Urbanisme. Elle est exécutoire à compter de sa transmission.